

Extrait du registre aux délibérations du Collège des Bourgmestre et Échevins

Présents Fabrice Cumps, *Bourgmestre-Président* ;
Françoise Carlier, Lotfi Mostefa, Fatiha El Ikdimi, Beatrijs Comer, Achille Vandyck, Fabienne Miroir, Julien Milquet, Halina Benmrah, *Échevin(e)s* ;
Guy Wilmart, *Président du C.P.A.S* ;
Mario De Schepper, *Secrétaire communal f.f.*

Excusés Luiza Duraki, *Échevin(e)* ;
Marcel Vermeulen, *Secrétaire communal*.

Séance du 30.06.26

#Objet : Demande en modification d'un établissement de classe 2 introduit par A S PARTS S.P.R.L. visant à régulariser une situation existante, à savoir abroger la condition d'exploitation relative à la nécessité d'obtenir un permis d'urbanisme pour le changement d'affectation de l'atelier arrière en dépôt sise Boulevard Poincaré 22 à Anderlecht - PE 169/2023 (2) – Autorisation #

DÉVELOPPEMENT DE LA VILLE

Permis environnement

Le COLLEGE des BOURGMESTRE et ECHEVINS de la COMMUNE d'ANDERLECHT,

Vu l'ordonnance du 5 juin 1997, modifiée le 6 décembre 2001, le 26 mars 2009 et le 30 novembre 2017, ainsi que ses arrêtés d'exécution ;

Vu l'article 64 de l'ordonnance susmentionnée ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant la liste des installations de classe IB, II et III en exécution de l'article 4 de l'ordonnance susmentionnée ;

Vu le permis d'environnement n° PE169/2023 délivré par le Collège des Bourgmestre et Echevins le 03/06/2025, autorisant **A S PARTS S.P.R.L.**, Boulevard Poincaré 22, à **continuer à exploiter un dépôt de produits dangereux**, situé à **Boulevard Poincaré 22 à 1070 Anderlecht** ;

Vu la condition E.1. de ce permis stipulant : « *E.1. Il y a lieu de transmettre au service permis d'environnement de la commune d'Anderlecht une copie du permis d'urbanisme autorisant la modification de la façade et le changement d'affectation de l'atelier arrière en dépôt ou continuité du commerce pour le site concerné par le présent permis.* » ;

Vu l'argumentaire déployé par le demandeur auprès du service Permis d'Urbanisme le 24/04/2026 à l'encontre de cette condition ;

Vu l'avis rectificatif du service Permis d'Urbanisme en date du 04/05/2026 arguant : « *Les plans du permis d'urbanisme délivré en 1960 indiquent un rez-de-chaussée affecté à du commerce, avec un atelier arrière, sans accès distinct, et dès lors accessoire à l'activité principale. En situation existante, le bien est occupé par un commerce avec un espace arrière utilisé comme dépôt. Ce local arrière est considéré comme accessoire à l'activité commerciale. Dans la mesure où l'atelier et le dépôt constituent des fonctions accessoires à une activité principale inchangée de commerce, cette modification n'est pas un changement d'affectation au sens urbanistique. Par conséquent, aucun permis d'urbanisme n'est requis pour cet aspect* » ;

Considérant que la demande de **A S PARTS S.P.R.L.** tend à pouvoir régulariser une situation existante, à savoir abroger la condition d'exploitation relative à la nécessité d'obtenir un permis d'urbanisme pour le changement d'affectation de l'atelier arrière en dépôt ;

Considérant dès lors qu'il y a lieu d'actualiser le permis d'environnement n° PE 169/2023 conformément à l'article 64 en concordance avec l'ordonnance en vigueur actuellement ;

Considérant que la modification des conditions est telle que les nuisances ou inconvénients causés par l'exploitant des installations couvertes par le permis ne changent pas ; Que, par conséquent, la modification de l'installation ne nécessite pas une nouvelle demande de permis ;

Considérant donc que conformément à l'article 7§bis de l'Ordonnance relative au permis d'environnement, la modification de l'autorisation ne nécessite pas une nouvelle demande de permis d'environnement ;

Considérant qu'il résulte de l'analyse de la demande par les services techniques communaux, que la demande peut être accueillie et réalisée sans enquête ;

Considérant que l'établissement est situé dans les limites du Plan Régional d'Affectation du Sol en zone d'habitation, espace structurant, liseré de noyau commercial et zone d'intérêt culturel, historique, esthétique ou d'embellissement (ZICHEE) ;

Considérant que les droits des tiers sont réservés par la loi contre les pertes, dommages ou dégâts que l'établissement dont il s'agit pourrait occasionner ;

Considérant que les installations sont existantes et que dès lors, la présente décision doit entrer en vigueur dès sa notification ;

Considérant qu'il s'agit d'une modification de l'autorisation accordée par le Collège des Bourgmestre et Echevins le 03/06/2025, pour 15 ans, sous le n° PE 169/2023 ;

Considérant que le projet de modification du permis d'environnement soumis à l'exploitant le 05/06/2026, conformément à l'article 64 de l'ordonnance du 5/06/1997 de la Région de Bruxelles-Capitale, n'a fait l'objet d'aucune remarque concernant son contenu ;

ARRETE :

Article 1

Le permis d'environnement n°PE 169/2023 délivré par le Collège des Bourgmestre et Echevins le 03/06/2025, autorisant la **A S PARTS S.P.R.L.**, à continuer à exploiter un dépôt de produits dangereux, Boulevard Poincaré 22 à Anderlecht, est modifié comme suit :

La condition E.1. qui stipulait :

« E.1. Il y a lieu de transmettre au service permis d'environnement de la commune d'Anderlecht une copie du permis d'urbanisme autorisant la modification de la façade et le changement d'affectation de l'atelier arrière en dépôt ou continuité du commerce pour le site concerné par le présent permis. »

est abrogée.

Article 2

1. Un recours contre la présente décision est ouvert à toute personne justifiant d'un intérêt auprès du Collège d'environnement - Mont des Arts 10-13 à 1000 Bruxelles.

2. Le recours doit être introduit par lettre recommandée à la poste dans les 30 jours :

- de la réception de la notification de la décision ou de l'expiration du délai pour statuer quand le recours émane du demandeur ;
- de l'affichage de la décision à proximité de l'installation, en un endroit visible depuis la voie publique, lorsque le recours émane d'un tiers intéressé, de la commune ou de Bruxelles-Environnement.

L'introduction du recours donne lieu au paiement d'un droit de dossier de 125,00 €. Un récépissé de paiement au compte BE51 0912 3109 6162 du Service public régional de Bruxelles doit être joint à lettre d'introduction.

3. De manière générale, vous pouvez contacter Ombuds Bruxelles, institution indépendante de médiation entre les citoyens et les administrations :

- en ligne : www.ombuds.brussels
- par mail : plaintes@ombuds.brussels
- par téléphone : +32 2 549 67 00
- par courrier : Ombuds Bruxelles, Place de la Vieille Halle aux Blés 1, 1000 Bruxelles.

Article 3

Les fonctionnaires et agents compétents de Bruxelles-Environnement et de la commune sont chargés de la surveillance périodique des installations. Ils peuvent pénétrer à tout moment dans une installation, sauf si elle constitue un domicile.

Article 4

L'autorité délivrante en première instance, c.-à-d. la commune, peut toujours inclure des conditions nouvelles dans le permis d'environnement de manière à renforcer la protection de l'environnement ou de la santé et la sécurité de la population.

L'autorité modifie le permis d'environnement dès qu'il ne comporte pas ou plus les mesures spécifiques appropriées pour éviter les dangers, les nuisances ou les inconvénients, les réduire ou y remédier.

La décision de modifier le permis doit être motivée et ne peut être prise qu'après avoir donné à l'exploitant la possibilité d'adresser ses observations. Celles-ci sont faites soit oralement, avec procès-verbal d'audition, soit par écrit.

Article 5

L'autorité délivrante en première instance, c.-à-d. la commune, peut suspendre ou retirer le permis d'environnement.

La suspension ou le retrait du permis ne peut être envisagé que si l'exploitant ne respecte pas le prescrit des articles 2 à 6 de la présente décision.

La décision de suspendre ou de retirer le permis doit être motivée et ne peut être prise qu'après avoir donné à l'exploitant la possibilité d'adresser ses observations. Celles-ci sont faites soit oralement, avec procès-verbal d'audition, soit par écrit.

Article 6

Toute personne qui contrevient aux conditions d'octroi du permis d'environnement ou qui accomplit une activité sans permis d'environnement alors qu'il était requis, est passible d'une peine d'emprisonnement et/ou d'amende.

Article 7

1. Sont soumises à l'introduction d'une nouvelle demande de permis d'environnement :

- la mise en exploitation d'installations nouvelles ou existantes dont le permis n'a pas été mis en œuvre dans le délai fixé à l'article 3.
- la remise en exploitation d'une installation dont l'exploitation a été interrompue pendant deux années consécutives ;
- le déménagement d'installations à une nouvelle adresse ;
- l'échéance du permis à la date fixée par l'article 2 ;
- la poursuite de l'exploitation d'une installation non soumise à permis qui vient à être intégrée dans une classe, suppose la délivrance d'un permis d'environnement.

2. Un permis d'environnement peut être exigé pour la transformation ou l'extension d'une installation autorisée dans deux hypothèses :

- lorsqu'elle entraîne l'application d'une nouvelle rubrique de la liste des installations classées ;
- lorsqu'elle est de nature à aggraver les dangers, nuisances ou inconvénients inhérents à l'installation.

Préalablement à toute transformation ou extension ou déplacement sur un même site d'exploitation, l'exploitant doit notifier ses projets par lettre recommandée à l'autorité compétente. Celle-ci dispose alors d'un mois pour déterminer si une demande de certificat ou de permis d'environnement doit être introduite.

Si l'autorité compétente estime ne pas devoir délivrer de permis d'environnement, elle peut modifier les conditions du permis existant afin de l'adapter à la nouvelle situation.

3. La remise en exploitation d'une installation détruite ou mise temporairement hors d'usage peut être soumise à permis d'environnement lorsque l'interruption de l'exploitation résulte de dangers, nuisances ou inconvénients qui n'ont pas été pris en compte lors de la délivrance du permis initial.

Préalablement à la remise en service, l'exploitant notifie par lettre recommandée à l'autorité compétente pour délivrer le permis, les circonstances qui ont justifié l'interruption de l'exploitation.

L'autorité compétente dispose alors d'un mois pour déterminer si une demande de certificat ou de

permis d'environnement doit être introduite.

Article 8

1. La présente décision est notifiée au demandeur.
2. Le titulaire du présent permis est tenu d'afficher sur l'immeuble abritant les installations et à proximité des installations, en un endroit visible depuis la voie publique un avis mentionnant l'existence de cette décision. A défaut, il ne peut pas mettre en œuvre les autorisations qui en découlent ou démarrer la réalisation des travaux. L'affichage doit être maintenu en parfait état de visibilité et de lisibilité pendant une durée de 15 jours.
3. La décision est consultable à la commune pour les installations de classe 2.

Le Collège approuve le projet de délibération.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal f.f.,
(s) Mario De Schepper

Le Bourgmestre-Président,
(s) Fabrice Cumps

POUR EXTRAIT CONFORME
Anderlecht, le 30 juin 2026

Le Secrétaire communal f.f.,



Mario De Schepper



Par délégation :
L'échevin(e),



Françoise Carlier

